

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1604. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
DES ARRONDISSEMENTS DE ROUEN ET DE DIEPPE**
(29 mai 1991)

(Bulletin officiel n° 1991-6 bis)

(Etendue par arrêté du 25 octobre 1991,
Journal officiel du 30 octobre 1991)

ACCORD DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2005
RELATIF AUX APPOINTEMENTS
MINIMAUX GARANTIS ET PRIMES 2005
NOR : *ASET0551169M*
IDCC : 1604

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Rouen-Dieppe
(UIMM),

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La fédération FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe II « Appointements minimaux garantis » sont
annulées et remplacées comme suit :

ANNEXE II

Appointements minimaux garantis

1. Principes

Il est institué des rémunérations effectives annuelles garanties (REAG).

Les REAG sont calculées pour une durée annuelle de 1 820 heures correspondant à un horaire de travail mensuel moyen de 151,67 heures. Elles sont applicables au titre de l'année civile.

Il sera procédé pour chaque salarié à une seule vérification en fin d'année ou lors du départ du salarié de l'entreprise.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année pour qu'en fonction des modalités de rémunération propres à chaque entreprise, le complément de salaire à verser, le cas échéant, lors de la vérification de fin d'année ne soit pas supérieur à 2 % de la REAG applicable. L'entreprise devra intégrer pour l'année suivante et selon ses modalités de rémunération les régularisations auxquelles elle aura éventuellement procédé en fin d'année.

2. Montant des REAG

Les rémunérations effectives annuelles garanties à partir de l'année 2005 sont réglées par les barèmes ci-dessous et s'appliquent dans les conditions suivantes :

Barème des REAG à partir de 2005

K	EUROS
140	14 283
145	14 300
155	14 330
170	14 596
180	14 992
190	15 436
215	16 719
225	17 412
240	18 518
255	19 438
270	20 485
285	21 617

K	EUROS
305	22 972
335	25 188
365	27 393
395	29 609

3. Modalités d'application des REAG

Pour l'application des rémunérations effectives annuelles garanties ainsi définies, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de salaire et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- les majorations pour heures supplémentaires ;
- la prime d'ancienneté telle que définie à l'article 19 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective du 1^{er} juillet 1991 ;
- des majorations d'incommodité définies aux articles 25 et 27 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective du 1^{er} juillet 1991 ;
- des indemnités pour travaux spéciaux définies à l'article 29 dudit avenant ;
- des sommes versées dans le cadre de la législation sur la participation et l'intéressement n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des primes et des gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les garanties annuelles de rémunérations correspondant à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures, ces valeurs seront adaptées à l'horaire de travail considéré et seront applicables *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement, d'un départ de l'entreprise, d'une absence pour laquelle il n'est pas prévu de maintien de rémunération.

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne verse pas elle-même la totalité de la rémunération seront également exclues de la comparaison et les valeurs du barème seront calculées *pro rata temporis*.

Article 2

Prime et ancienneté

1. Principe

Les dispositions du 2^o « Rémunération minimale hiérarchique » de l'annexe III à la convention collective du 1^{er} juillet 1991 des industries métallurgiques des arrondissements Rouen et Dieppe sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes.

Barème ancienneté applicable à compter du 1^{er} septembre 2005 correspondant à la durée légale mensuelle de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif (valeur du point : 4,85 €)

OUVRIERS (1)

(En euros.)

GRILLE de transposition (accord du 29 janvier 2000)	CLASSIFICATION (accord du 21 juillet 1975 modifié)			3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
	I	1	140	21,39	28,52	35,65	42,78	49,91	57,04	64,17	71,30	78,42	85,55	92,68	99,81	106,94
2	I	2	145	22,15	29,54	36,92	44,30	51,69	59,07	66,46	73,84	81,23	88,61	95,99	103,38	110,76
3		3	155	23,68	31,57	39,47	47,36	55,25	63,15	71,04	78,93	86,83	94,72	102,61	110,51	118,40
4	II	1	170	25,97	34,63	43,29	51,94	60,60	69,26	77,92	86,57	95,23	103,89	112,54	121,20	129,86
5		2	180	29,03	38,70	48,38	58,05	67,73	77,41	87,08	96,76	106,43	116,11	125,78	135,46	145,14
6		3	190													
7	III	1	215	32,85	43,80	54,74	65,69	76,64	87,59	98,54	109,49	120,44	131,39	142,34	153,28	164,23
8		2	225	36,67	48,89	61,11	73,33	85,55	97,78	110,00	122,22	134,44	146,66	158,89	171,11	183,33
9		3	240													
10	IV	1	255	38,96	51,94	64,93	77,92	90,90	103,89	116,87	129,86	142,84	155,83	168,82	181,80	194,79
11		2	270	41,25	55,00	68,75	82,50	96,25	110,00	123,75	137,50	151,25	165,00	178,75	192,50	206,25
12		3	285	43,54	58,05	72,57	87,08	101,60	116,11	130,62	145,14	159,65	174,16	188,68	203,19	217,70

(1) Y compris la majoration de 5 %.

AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER

(En euros.)

GRILLE de transposition (accord du 29 janvier 2000)	CLASSIFICATION (accord du 21 juillet 1975 modifié)		3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	
7 8 9	III	1	215	33,47	44,63	55,79	66,94	78,10	89,26	100,42	111,57	122,73	133,89	145,05	156,20	167,36
		2	225													
		3	240	37,36	49,82	62,27	74,73	87,18	99,64	112,09	124,55	137,00	149,46	161,91	174,37	186,82
10 11 12	IV	1	255	39,70	52,93	66,17	79,40	92,63	105,87	119,10	132,33	145,57	158,80	172,03	185,27	198,50
		2	270													
		3	285	44,37	59,16	73,95	88,74	103,53	118,32	133,11	147,90	162,69	177,48	192,27	207,06	221,85
13 14 15 16	V	1	305	47,48	63,31	79,14	94,97	110,80	126,62	142,45	158,28	174,11	189,94	205,76	221,59	237,42
		2	335	52,15	69,54	86,92	104,31	121,69	139,08	156,46	173,85	191,23	208,62	226,00	243,39	260,77
		3	365	56,83	75,77	94,71	113,65	132,59	151,53	170,48	189,42	208,36	227,30	246,24	265,18	284,13
		3	395	61,50	81,99	102,49	122,99	143,49	163,99	184,49	204,99	225,48	245,98	266,48	286,98	307,48

2. Rémunération minimale hiérarchique

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié, les rémunérations minimales hiérarchiques seront l'objet d'un réexamen paritaire annuel.

Les parties signataires rappellent que la base de calcul de la prime d'ancienneté sera constituée par les rémunérations minimales hiérarchiques correspondant aux coefficients de la classification découlant de l'accord du 21 juillet 1975 modifié.

Au 1^{er} septembre 2405, les rémunérations minimales hiérarchiques sont calculées sur la base d'une valeur de point de 4,85 €, base 151,67 heures, pour un horaire de travail effectif de 35 heures, appliquée aux coefficients.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont assorties des majorations de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

3. Valeur de la prime d'ancienneté

En application des dispositions du 2^o ci-dessus, les montants des primes d'ancienneté sont fixés par les barèmes ci-après annexés.

Article 3

Indemnité de panier

Le premier alinéa de l'annexe IV à la convention collective du 1^{er} juillet 1991 des industries métallurgiques des arrondissements Rouen et Dieppe est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'indemnité de panier prévue par l'article 28 de l'avenant "Mensuels" est fixée à 6,97 € à compter du 1^{er} septembre 2005. »

Article 4

Indemnité de transport

Le premier alinéa de l'annexe V à la convention collective du 1^{er} juillet 1991 des industries métallurgiques des arrondissements Rouen et Dieppe est annulé et remplacé par l'alinéa suivant :

« L'indemnité de transport prévue par l'article 30 de l'avenant "Mensuels" ne sera due qu'aux salariés dont le domicile habituel par rapport au lieu de travail est situé dans un rayon égal ou supérieur à 3 kilomètres. A dater du 1^{er} septembre 2005, son montant est de 22,39 € par mois. Il est porté à 29,81 € par mois si le domicile habituel se trouve situé dans un rayon égal ou supérieur à 5 kilomètres, à 38,30 € par mois s'il se trouve situé dans un rayon égal ou supérieur à 10 kilomètres, à 49,88 € par mois s'il se trouve situé dans un rayon égal ou supérieur à 20 kilomètres. »

Article 5

Le présent accord sera déposé conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 1^{er} septembre 2005.

(Suivent les signatures.)